

PRÉFET DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées

BMO/AD
N° 772

ARRETE

n° 2013323-0009 du 19 NOV. 2013
portant prescriptions complémentaires à la société WARTSILA France
s'agissant du suivi des effets de ses installations sur l'environnement
anciennement exploitées sur son site sis 1 rue de la Fonderie à Mulhouse,
au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la Directive 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et la Directive fille 2006/118/CE du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,
- VU le Livre V, titre I du Code de l'Environnement, et plus particulièrement ses articles R512-39-1 à R512-39-4,
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 (modifié) portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2009 approuvant le SDAGE Rhin-Meuse,
- VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 approuvant le SAGE Ill-Nappe-Rhin,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2011-299-4 du 26 octobre 2011 portant prescriptions complémentaires quant à la remise en état du site de la Fonderie,
- VU l'arrêté préfectoral n°2005-11-3 du 22 avril 2005 (modifié par l'arrêté du 2 juin 2005) portant prescriptions complémentaires à la société WARTSILA France/sas s'agissant de la poursuite de l'exploitation d'une partie de ses activités industrielles initiales sur le site 1 rue de la Fonderie à Mulhouse,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2004-259-7 du 15 septembre 2004 portant prescriptions complémentaires à la société WARTSILA France/sas, en matière de pollution des sols et de surveillance de la qualité des eaux souterraines, pour son site industriel situé 1 rue de la Fonderie à Mulhouse,
- VU l'arrêté préfectoral n° 002335 du 16 août 2000 portant prescriptions d'exploitation à la société WARTSILA France/sas (arrêté codificatif et prescriptions complémentaires) pour son site industriel situé 1 rue de la Fonderie,

VU l'arrêté préfectoral n° 001978 du 11 juillet 2000 portant prescriptions complémentaires à la société WARTSILA France/sas, pour la réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques pour son site de Mulhouse,

VU la transmission des documents techniques listés ci dessous, en vue d'une cessation d'activité définitive pour l'ensemble des activités du site de WARTSILA :

- Diagnostic approfondi et compléments
- Évaluation Quantifiée des Risques Sanitaires et compléments,

VU le courrier du 19 avril 2011 concernant la mise à l'arrêt définitif du site,

VU le plan de gestion remis par l'exploitant le 1^{er} août 2011 et le mémoire de réhabilitation transmis le 22 janvier 2013,

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du 05 juillet 2013,

VU l'avis du CODERST du 5 septembre 2013,

CONSIDERANT que les compléments au diagnostic approfondi remis par l'exploitant dans le cadre de sa cessation d'activité ont permis de montrer l'existence de sources de pollution aux Organo Halogénés Volatils et aux hydrocarbures jusqu'à l'origine inconnue (zone WIPP et bâtiment 38),

CONSIDERANT que l'état actuel des investigations (diagnostic initial et compléments) montre que les sources principales de pollution se situent au droit des bâtiments 27-28, dans les sols au droit de l'ancienne zone WIPP, et au droit des caniveaux et zones bancs d'essai du bâtiment 38,

CONSIDERANT que dans le cadre de son plan de gestion, l'exploitant n'a pas retenu pour des raisons technico-économiques, la dépollution de ces zones,

CONSIDERANT que les évaluations des risques sanitaires réalisées n'ont pas mis en avant de risque spécifique pour ces zones dans le cas d'un usage futur industriel du site, un suivi des eaux souterraines à l'aval des zones précitées permettra de s'assurer de l'absence de transfert de polluants vers la nappe,

CONSIDERANT qu'aucune zone de protection de captage d'eau potable ne se situe à proximité du site,

CONSIDERANT que l'atteinte du bon état des masses d'eaux souterraines tel qu'il est défini par la Directive 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 nécessite de surveiller tout impact industriel éventuel sur les eaux souterraines,

CONSIDERANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource d'eau potable régionale et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

CONSIDERANT que la bancarisation des données issues de l'auto-surveillance des eaux souterraines des sites d'installations classées et des sites pollués dans la banque de données ADES, telle que définie dans la circulaire ministérielle du 5 novembre 2007, nécessite le respect d'un formalisme standardisé,

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est désormais nécessaire d'intégrer dans les prescriptions d'auto-surveillance des eaux souterraines, les codifications exigées par la bancarisation,

APRES communication du projet d'arrêté à la société WARTSILA France/sas,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er}

La société WARTSILA France/sas, désignée "l'exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est 100 quai d'Alger à Mulhouse, est tenue de se conformer aux dispositions techniques définies aux articles suivants, qui s'appliquent à son ancien site en exploitation situé au 1 rue de la Fonderie à Mulhouse.

Article 2 : Modification de prescriptions

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont abrogées ou modifiées	Nature des modifications
N° 2011-299-4 du 26 octobre 2011	Toutes prescriptions	Abrogée

Article 3 : Réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Le réseau de surveillance des eaux souterraines au droit du site se constitue comme suit :

Ouvrages	Localisation	N°BSS de l'ouvrage	Profondeur minimale de l'ouvrage
PZ1	Amont	04136X0652	10 m
PZ5W	Amont	04136X0708	12m
PZ2bis	Aval	04136X1322	12 m
PZ3	Aval	04136X0654	11 m
PZ4	Aval	04136X0655	12 m
PZ5	Aval	04136X0656	11 m
PZ6	Aval	04136X0720	11m
PZ7	Aval	04136X0735	12 m
PZ10	Aval	04136X1325	11 m
PZ11	Aval	04136X1427	20 m

L'implantation des ouvrages précédemment cités est définie au plan annexé au présent arrêté (annexe 1).

Lors de la réalisation d'un nouveau forage, toutes dispositions seront prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Des recommandations techniques figurent en annexe 2.

L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Article 4 - Programme de surveillance

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique : arrêté du 11 janvier 2007).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

ouvrage	Paramètre		Fréquence des analyses
	Nom	Code SANDRE	
PZ1	Somme des HAP (6)	2034	Semestrielle (Hautes eaux et Basses eaux)
PZ5W			
PZ2bis	Hydrocarbures totaux	1442	
PZ3	1,1,1-trichloroéthane	1284	
PZ4	Chlorure de vinyle	1753	
PZ5	Tétrachloroéthylène	1285	
	Trichloroéthylène	1286	
PZ6	Cis-1,2 dichloroéthylène	1456	
	Trans-1,2 dichloroéthylène	1727	
PZ7			
PZ10			

Les résultats d'analyses pour les divers polluants devront être détaillés, faisant apparaître notamment les différentes fractions d'hydrocarbures (C5-C8, C9-C16, C17-C40).

Pendant une durée de 4 ans, et ce semestriellement (hautes eaux et basses eaux) en sus du programme de surveillance défini ci dessus l'exploitant met en place la surveillance suivante sur l'ouvrage se trouvant à l'aval extérieur de son site :

Ouvrages	Localisation	N°BSS de l'ouvrage	Paramètres	Code SANDRE
Puits CPT	Aval extérieur	04136X0431	Chlorure de vinyle	1753
			Tétrachloroéthylène	1285
			Trichloroéthylène	1286

Article 5 : Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Deux fois par an, en période de hautes eaux et basses eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 6 : Contrôles inopinés

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines portant sur un nombre de paramètres plus important que celui de l'auto-surveillance peut être exigé par le Préfet à des périodicités définies par la suite.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibration.

Article 7 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 8 : Analyse et transmissions des résultats

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, avant le 15 du mois qui suit chacun des deux semestres de l'année (le 15 janvier et le 15 juillet), ainsi que l'historique des problèmes qui auraient pu être rencontrés lors des prélèvements et une copie des fiches de résultats du laboratoire.

L'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée de cinq ans.

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, et pour la première fois dans 4 ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Article 9 : frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

Article 10 : publicité

Conformément à l'article R512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Mulhouse et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans les locaux de la mairie de Mulhouse. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 11 : Exécution

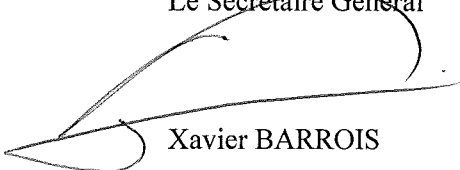
Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la ville de Mulhouse chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Article 12 : Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du livre V du code de l'Environnement.

19 NOV. 2013

Fait à Colmar, le
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Xavier BARROIS

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Annexe 1

Plan de localisation des piézomètres

Annexe 2

Recommandations pour la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

- Afin d'éviter les infiltrations depuis la surface, la réalisation d'un forage doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire sur 1 m de profondeur, compté à partir du terrain naturel.
- Lorsque le forage doit traverser une nappe libre avant de capter une nappe captive, l'ouvrage est réalisé en deux étapes, avec aveuglement par cimentation réalisée au niveau de la couche imperméable séparant les deux aquifères. Après un temps de prise, le forage est poursuivi en diamètre réduit dans la nappe inférieure à capter.
- La tête du forage doit dépasser le terrain naturel d'au moins 50 cm ou être enterrée.
- La surface autour de la tête du forage doit être rendue étanche.
- Les ouvrages situés à l'extérieur des installations doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements.
- Les boues de forage sont considérées comme des déchets et doivent donc faire l'objet d'un traitement en rapport.

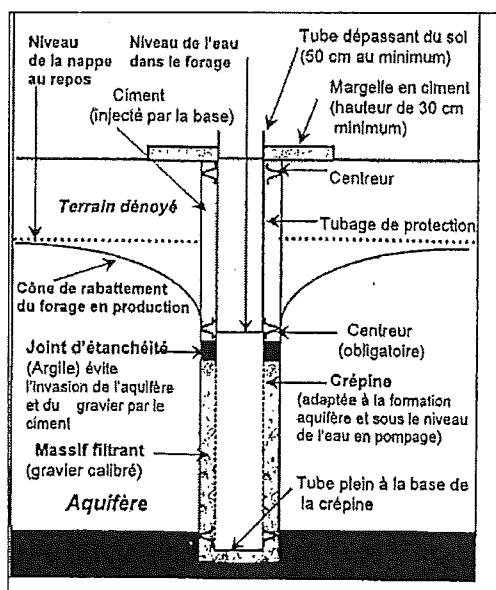


Schéma d'un forage et dispositions techniques associées